



mouvement
contre
le racisme
l'antisémitisme
et pour la paix

120 rue saint denis
75002 paris
tél. 233 09 57
ccp paris 14 826 85

la vie du mrap

supplément à la revue mensuelle "droit et liberté"

N° 2 - JUIN 1978

SOMMAIRE

1. ACTIONS DU MOIS ECOULE.
2. BULLETINS ET JOURNAUX LOCAUX :
3. UNE COMMUNICATION D'UN COMITE LOCAL DE LOIRE ATLANTIQUE :
4. EXEMPLES :

- Tract du Comité d'entreprise de RENAULT-FLINS qui consacre toute une année à la lutte anti-raciste.
- Tract du C.L. de Colombes
- Tract du C.L. de Malakoff
- Tract du C.L. de Massy
- Tract de la permanence juridique

APPEL :

Pour que vive ce bulletin, nous vous demandons de nous envoyer des articles ou documents sur des sujets susceptibles d'intéresser les autres comités locaux et de leur être utile. Les critiques et suggestions sont, bien entendu, les bienvenues.

15 avril - 15 mai 1978

Extraits du compte-rendu quotidien
des activités du m.r.a.p.

D'UNE REGION A L'AUTRE

Picardie - Champagne

Assassinat d'un Marocain, Abdeslam Lakmili, le 7 mai, dans le quartier populaire d'Etouvie, à Amiens. Si des éléments sentimentaux peuvent en partie expliquer ce crime, le racisme n'est pas étranger aux comportements du meurtrier, comme l'indique le communiqué du comité local du m.r.a.p. Celui-ci, aussitôt après le drame, était présent sur les lieux, où une centaine de personnes, pour la plupart des immigrés, s'étaient rassemblés: tous se rendirent à la gendarmerie et au "Courrier Picard" pour faire connaître leur émotion et leurs témoignages. Lors d'une réunion convoquée d'urgence, le m.r.a.p. et diverses associations d'immigrés lançaient ensuite un appel à une marche silencieuse et à un meeting qui eurent lieu le 13 mai, avec plus de 300 manifestants.

Poursuivant par ailleurs son effort systématique de présence et d'information, le comité d'Amiens a participé récemment à diverses initiatives (fêtes, animation de quartiers) aux côtés d'associations très variées, selon les cas: politiques, sportives, artistiques... C'est ainsi qu'il est partie prenante à la Fête du Printemps de Rivery (4 mai). Sous l'égide du Centre Socio-Culturel de la ZUP-Nord (6-23 mai), il apporte le concours de son spectacle de marionnettes géantes, présente des films, anime une après-midi enfantine, avec Meyong Bekaté et son tam-tam. Il coopère ensuite (24-28 mai) avec le Centre Socio-Culturel de Montières-Etouvie, tient un stand à la Fête de la Rose (P.S., 21 mai) comme il le fera à la Fête du Travailleur (P.C.F., 17-18 juin).

Le comité vient également de rendre public, avec trois autres organisations (Amnesty International, Ligue des Droits de l'Homme, Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture), un appel en vue de la célébration du 30^e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Le 8 mai, à l'occasion de l'anniversaire de la victoire sur le nazisme, il a fait paraître un article suggérant que le nom des martyrs de Soweto soit attribué à un lieu de la ville - plus précisément la "rue des Boers", dont il a critiqué l'appellation dans un tract distribué à tous les habitants de cette artère.

.../..

A noter également, à Creil, au début d'avril, une exposition sur l'apartheid et un débat sur ce thème, animé par les responsables des comités de Creil et Compiègne, après la projection du film "La dernière tombe à Dimbaza".

Région parisienne

"Marche d'information contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples le samedi 20 mai à 17 heures à Massy, de la place de France à la Poterne": l'annonce de cette importante manifestation témoigne du développement des activités du m.r.a.p. dans l'Essonne. Aux points d'appui de Massy, Palaiseau, Longjumeau, Evry, que signalait, fin mars, un article paru dans "La Marseillaise", s'ajoutent les comités nouvellement créés à Ballancourt et Breuillet: le premier a organisé, le 28 avril, une projection de "Derrière la Fenêtre" suivie d'un débat avec Pierre Krausz, membre du Bureau National; le second, après l'édition d'un tract en français, turc, portugais et arabe, a tenu une première réunion publique, et se trouve engagé dans la défense concrète des travailleurs immigrés. A l'actif des militants de l'Essonne, également, un stand tenu, le 16 avril, à la Rencontre des délégués diocésains, à Orsay, et d'autres qui se préparent pour plusieurs fêtes populaires de juin dans le département.

Au tableau d'honneur de la lutte antiraciste, il convient de saluer tout particulièrement les initiatives prises par le Service Loisirs du Comité d'Entreprise des usines Renault à Flins (Yvelines), en collaboration avec le m.r.a.p.: une campagne d'information sur le racisme se déroulera tout au long de l'année 1978, avec expositions, films, théâtre, débats, présentation de livres et de disques, affiches, animations diverses. Plusieurs tracts et sept affichettes dénonçant différents aspects du racisme ont déjà été édités; une soirée sur l'apartheid a eu lieu le 22 avril au Centre Culturel de Mantes, avec la projection du film "Le Lager blanc" et un débat animé par Jean-Louis Sagot-Duvaurox, membre du Bureau National. Durant le mois de mai, consacré à l'immigration, trois films "Quitter Thionville", "Tous les autres s'appellent Ali" et "Notre santé n'est pas à vendre" sont présentés à Mantes et aux Mureaux.

Le comité du m.r.a.p. de Saint-Quentin-en-Yvelines se présente lui-même dans une page du nouveau bulletin "La Bulle", destiné à assurer la liaison entre les associations locales. Il a organisé une exposition sur l'apartheid à Guyancourt, du 7 au 13 mai, avec l'appui de la municipalité; le film "Témoignage" a donné lieu à un débat animé par Jean-Claude Maisonneuve. Débat également après projection de "Come back Africa", le 28 avril, à la M.J.C. de Bois d'Arcy.

Le comité de Goussainville organisait, le dimanche 9 avril, une "Après-Midi de l'Amitié" dans un centre d'habitation de travailleurs turcs de Citroën, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Un commando fasciste tenta d'agresser des syndicalistes

présents, sous le prétexte qu'une chanteuse avait interprété une chanson composée sur un poème de Nazim Hikmet; heureusement, les participants ont empêché cette provocation.

Les comités de Gennevilliers et Colombes (Hauts de Seine) déploient une grande activité dans la diffusion du livre de Pierre Paraf, "La France de l'Affaire Dreyfus": ils ont notamment pris l'initiative de faire passer une publicité pour la souscription dans un journal local.

A Malakoff, une soirée-débat sur l'apartheid, organisée le 27 avril par le comité local, a connu un remarquable succès: une assistance nombreuse a pris part au débat animé par Jean-Louis Sagot-Duvaurox, membre du Bureau National, après la projection de "Soweto 76" et de "Témoignage".

Jean-Louis Sagot-Duvaurox a également animé un débat sur le racisme, le 24 avril, à la Faculté de Droit de Saint-Maur (Val-de-Marne), à l'invitation d'un groupe d'étudiants juifs.

Paris

Les comités de Paris et de la Région parisienne prennent une part active à la préparation et au déroulement des multiples manifestations nationales de la période actuelle: stands aux fêtes de la J.C.C. (14 mai) et du P.S.U. (10-11 juin), ainsi qu'à la Journée de solidarité avec les juifs d'U.R.S.S. (Centre Rachi, 4 juin), colloque scientifique sur le racisme (UNESCO, 27 mai), Journée d'étude sur l'antisémitisme et le néo-nazisme (Sénat, 10 juin), célébration de l'anniversaire du massacre de Soweto (16-17 juin).

Le comité des 5e-6e arrondissements, qui a désormais un local (16 rue Visconti) a participé, le 11 mai, à la Faculté de Médecine, rue des Saints-Pères, à une Journée d'action pour la liberté d'expression où ont été notamment dénoncées les menées fascistes dans cette faculté et à Assas-Droit.

Dans le n° 3 de son bulletin mensuel, le comité du 18e donne la parole à une directrice d'école de l'arrondissement qui s'élève contre le refus des organismes concernés de respecter, dans les cantines scolaires, les prescriptions alimentaires particulières aux élèves juifs et musulmans (viande de porc).

Auvergne - Limousin

La presse locale a donné de très larges échos à la Semaine culturelle antiraciste organisée à Clermont-Ferrand (22-28 avril) par le comité du Puy-de-Dôme. Chaque jour, "La Montagne" a annoncé les manifestations et en a rendu compte: inauguration en présence du sénateur-maire, M. Roger Quillot, exposition, spectacle pour enfants, soirées avec Fernando Marquès, Jacques Bertin,

Catherine Ribeiro. Ce même journal a également publié une interview d'Albert Lévy, secrétaire général du m.r.a.p., qui s'est aussi exprimé à la télévision régionale, ainsi que René Mazenc, secrétaire du comité départemental.

Des articles importants dans "La Montagne", "Centre Dimanche" et "La Tribune" rendent compte de la première soirée (28 avril) organisée par le nouveau comité du Bassin de Vichy, au cours de laquelle Albert Lévy exposa également l'action du Mouvement.

Le jeune comité de la Creuse a organisé, à Aubusson, le 20 avril, une projection du film "Quitter Thionville" de Mohamed Alkama, suivie d'un débat. Il a tenu un stand à la fête de la C.G.F. le 1er mai, à Guéret, faisant 17 adhésions.

A Limoges, à la suite de la condamnation du patron d'un café, "Le Mazagran", qui refusait de servir les Maghrébins, l'avocate du m.r.a.p., Me Josette Rejou, a reçu des menaces de mort par téléphone, d'un individu se réclamant du "groupe Charles Martel". Le Syndicat des Avocats de France a dénoncé dans un communiqué ces méthodes qui "mettent en cause la liberté de la défense et l'ensemble des libertés démocratiques".

Centre

Après trois renvois successifs, le Tribunal de Grande Instance de Montargis a examiné, le 19 mai, la plainte du m.r.a.p. concernant les propos racistes tenus à la télévision le 9 août 1976. Un Algérien ayant tué un jeune Français au cours d'une bagarre, deux hommes interviewés par T.F.I s'étaient livrés à de violentes attaques contre les Maghrébins, l'un faisant état de leur "atavisme" sanguinaire, l'autre se déclarant prêt à "faire justice" lui-même. Me Jean-Paul Ratié, pour le m.r.a.p., a démontré que ces propos très graves dans un tel climat de tension, tombaient sous le coup de la loi. Le jugement sera rendu le 28 juin.

Le comité de Montargis, dont les membres et les amis ont suivi le procès, continue d'apporter un soutien actif aux travailleurs immigrés qui viennent à sa permanence bi-hebdomadaire. Il est intervenu à la Préfecture pour l'un d'eux (Tunisien) menacé d'expulsion. Il s'est également occupé du cas d'une Française, sommée de quitter son logement parce qu'elle fréquentait un Ncir - affaire qui a donné lieu à un article dans la presse locale. Par ailleurs, de nouveaux contacts ont été pris par le comité avec des lycéens.

Dans une commune voisine, Amilly, le bulletin municipal (mars 1978) publie un article présentant les activités du comité du m.r.a.p. du Gâtinais.

A Orléans, Marc Mangin, président du comité local, et François Vannier, président d'"Accueil et Promotion", ont été reçus le 5 mai à la Préfecture, où ils ont demandé l'annulation d'une

décision d'expulsion d'un jeune Algérien vivant en France depuis 1974. En collaboration avec le m.r.a.p., le Centre oecuménique a organisé une exposition sur l'apartheid (25-29 avril) et une soirée-débat (25 avril) où Marc Mangin a présenté le film "Le laager blanc".

Les comités d'Orléans et de Tours ont participé, le 1er mai, aux fêtes du P.S. dans les deux départements concernés.

Alsace et Lorraine

Début mai, des livres ont été remis aux écoliers (CM2) lauréats du concours de dessin et travail manuel organisé par le m.r.a.p. de Meurthe-et-Moselle, en collaboration avec l'Inspection académique de Nancy. Les participants devaient illustrer, par classes ou individuellement, l'un des deux thèmes suivants: "Montrez que tous les hommes sont égaux, quelles que soient leur couleur, leur religion, leur origine, leur forme de pensée"; "Vous avez été l'acteur ou le témoin, ou vous avez entendu relater un fait dont a été victime une personne à cause de sa couleur, sa religion, son origine, sa forme de pensée. Représentez ce fait".

La remise des prix a eu lieu au Centre de Recherche et de Documentation Pédagogique sous la présidence de M. Poyroche, inspecteur d'Académie, en présence notamment de Léon Hertzberg, président du comité départemental du m.r.a.p., de M. Bakkouche, secrétaire départemental de l'Amicale des Algériens en Europe, et de Mme Kahn, représentant la communauté juive de Nancy.

Le comité du m.r.a.p. de Strasbourg a rendu public, le 6 mai, un communiqué s'élevant contre le projet de suppression de l'Association Culturelle du Fossé des Treize, "seul endroit du centre-ville où se mènent une action et une politique culturelle permettant aux minorités de s'exprimer". C'est là en particulier que se sont déroulées les manifestations du Festival des Travailleurs Immigrés.

Bretagne - Pays de la Loire

A l'initiative du comité du m.r.a.p. de Loire Atlantique un "collectif immigrés" réunissant une dizaine d'associations s'est constitué pour l'organisation d'un Festival de l'immigration. Celui-ci s'est déroulé à la Bourse du Travail de Nantes, en trois temps: samedi 29 avril: fête portugaise (films, chants, poésie); samedi 6 mai: projection du film "Etranges Etrangers", suivie de débat; dimanche 7 mai: montage audio-visuel avec chansons et poèmes du Portugal, d'Amérique Latine et de Tunisie. Pour le faire connaître, un tract en quatre langues a été diffusé.

D'autre part, Jean-Claude Valomet, président du comité de Loire Atlantique, a inauguré le 2 avril à Villevêque (Maine-et-Loire) une exposition sur l'apartheid, en présence du maire, M. Durand; le 5 avril, il a animé un débat sur ce même problème.

.../...

Normandie

Au Havre, se préparent, pour juin, de nombreuses manifestations sur le thème "Juin dans la rue. Le Havre, carrefour des peuples", auxquelles le m.r.a.p. est associé.

Un comité vient de se créer à Canteleu (Seine Maritime) dont la première réunion publique était animée, le 21 avril, par Jean-Louis Sagot-Duvaurox. Un autre est en voie de création à Alençon (Orne).

Le comité de Seine-Maritime a participé, du 2 au 7 mai, avec diverses associations, à la Semaine des Immigrés, marquée par des manifestations culturelles à Rouen, Canteleu, Le Grand Quevilly, Barentin-Pavilly et Saint-Etienne-du-Rouvray.

Une semaine d'information sur la Palestine, organisée à Setteville-les-Rouen par l'Association Médicale Franco-Palestinienne, a été interdite par les autorités à la suite des protestations, des pressions et des menaces de plusieurs groupes, dont la L.I.C.A.. La M.J.C. où elle devait se dérouler (17-23 avril) s'était pourtant déclarée prête à organiser également une semaine d'information sur Israël. Le comité départemental du m.r.a.p. s'élève, dans un communiqué, que publie "Paris-Normandie" (29 avril), contre ces manifestations d'intolérance. Rappelant les positions du m.r.a.p. sur la question du Proche-Orient, et se prononçant pour le dialogue, il déclare: "Ce n'est pas en interdisant à l'une ou l'autre partie de s'exprimer qu'on fera avancer la cause de l'amitié entre les peuples; ce n'est pas en se jetant éternellement à la tête ses victimes d'une guerre interminable qu'on parviendra à une solution, mais au contraire en laissant toutes les parties s'exprimer, et éventuellement confronter leurs opinions dans une libre discussion".

Nord - Pas de Calais

"Foyer en grève, avec le soutien C.G.T., C.N.L., m.r.a.p. et Francis-immigrés". Cette banderole portée par des travailleurs immigrés dans le défilé du 1er mai à Lille témoignait de la lutte menée au foyer Adatareli, rue de Iannoy, à Fives, pour l'amélioration des conditions des résidents. Parmi les interventions du comité local du m.r.a.p., l'une concerne particulièrement les incidents causés par "le comportement raciste et provoquant" d'un responsable du foyer.

Le 5 mai, notre comité de Lille présentait le film "Quitter Thionville" à la M.J.C. de Malsence. Celui de Roubaix a procédé à une diffusion abondante du tract national (reproduit sur place): "Non aux mensonges! Non au racisme!"...

Il en est de même du comité de Denain qui a, d'autre part, entrepris une action en justice contre le propriétaire d'un dancing qui refusait de servir les Maghrébins. Après avoir dressé le bilan très positif (adhésions, vente de livres, journaux,

.../...

affiches, badges) du stand tenu le 27 mars à la Braderie de Denain, le comité en prépare un autre pour la "Journée portes ouvertes" prévue pour la fin mai dans le faubourg Duchâteau, quartier de la ville à forte population immigrée, qui doit être "réhabilité".

À la suite des récentes élections, le comité a pris contact avec les nouveaux élus et les personnalités représentatives de la population: plusieurs entrevues sont programmées pour mettre au point un travail commun. Il collabore d'ores et déjà avec la Commission extra-municipale pour les immigrés à Escaudain. D'autres initiatives sont prévues, en relations avec les enseignants.

Rhône - Alpes

Le comité du m.r.a.p. d'Anecy, qui porte le nom de Martin Luther King, rappelle dans un communiqué que le 4 avril est le 10e anniversaire de l'assassinat du grand militant antiraciste américain. A cette occasion, il invite les municipalités à donner son nom à une des rues de leur ville; il appelle tous les hommes, les femmes, et surtout les jeunes, à se joindre à ceux qui continuent son combat.

Par ailleurs, le comité s'est remarquablement mobilisé pour la souscription en faveur du livre de Pierre Paraf "La France de l'Affaire Dreyfus". Il a tenu un stand, le 1er mai, à la fête de la C.G.T., et prépare une action contre l'apartheid avec la C.F.D.T. Devant la montée du néo-nazisme, il a pris contact, pour y faire face, avec les associations intéressées, anciens résistants et déportés notamment. A la suite des récents événements du Sud-Liban, il a décidé d'apporter un soutien à l'Association médicale franco-palestinienne. Enfin, il a entrepris une large enquête sur la situation des immigrés dans le département.

Le comité du Rhône, lors de sa réunion du 19 avril, a fait le point des activités en cours. Après les réponses reçues des candidats aux élections législatives, des rendez-vous sont demandés à tous les députés du département, pour les entretenir des propositions du m.r.a.p. Le comité se préoccupe de la multiplication des expulsions et refoulements d'immigrés; il est intervenu à la Préfecture en faveur d'un travailleur algérien frappé d'une telle mesure dans des conditions particulièrement inhumaines. Le 25 avril, une responsable du comité, Solange Pascal, a fait un exposé sur les problèmes de l'immigration devant les élèves des Ecoles d'assistantes sociales. Les 27 et 28 mai, le comité a tenu un stand à la fête de la C.G.T. à Oullins.

Le 27 avril, un nouveau comité s'est constitué à Valence (Drôme) en présence de plusieurs membres du comité lyonnais venus participer à la réunion. Ce comité prépare une soirée cinématographique.

Bourgogne - Franche Comté

Informés qu'on refusait de servir les Maghrebins dans un café de la ville, le comité du m.r.a.p. de Belfort et celui de l'Association franc-comtoise de solidarité et d'aide aux travailleurs immigrés sont intervenus pour mettre fin à ces discriminations. Devant le refus des propriétaires, ils ont déposé une plainte.

Aquitaine - Midi - Pyrénées

Dans une "lettre ouverte" aux nouveaux députés du département, le comité de Haute-Garonne leur rappelle les propositions formulées dans le document diffusé par le m.r.a.p. pendant la campagne électorale.

Un comité est en voie de création à Bergerac (Dordogne).

Languedoc - Roussillon

Une assistance nombreuse et les représentants de multiples organisations ont pris part à la première réunion publique du comité de l'Aude, le 21 avril à Carcassonne. Sous la présidence du Dr Maurice Virassany, qu'entouraient René Bonhomme et Louis Treil, respectivement secrétaire et trésorier du comité, Georgette Gébélin, membre du Bureau National, a présenté l'action du Mouvement. Un passionnant débat a suivi la projection du film "La dernière tombe à Dimbaza".

En présence d'un certain nombre de refus de servir des immigrés, dont il a été informé dans la dernière période, le comité du Gard a décidé de s'adresser aux cafetiers, limonadiers et restaurateurs par le canal du Syndicat des Industries Hôtelières. "Il y a là, souligne-t-il, après avoir rappelé la loi du 1er juillet 1972, une situation inadmissible et qu'il faut rectifier pour prévenir des incidents fâcheux, éventuellement des poursuites, que nous avons voulu éviter jusqu'à présent, et qui porteraient atteinte à l'honorabilité de ces commerçants et à leur réputation". Le texte de cette lettre a été rendu public par la presse.

Le comité de Montpellier a présenté, le 26 avril, au cinéma "Le Club" le film de Jean-Daniel Simon "L'enchaînement", sur Angela Davis, en présence du réalisateur. Le film "Emital", de Sambéné Ousmane, qui passait en alternance avec le précédent, a donné lieu également à un débat sous l'égide du m.r.a.p.

BULLETINS ET JOURNAUX LOCAUX

Les textes reproduits ci-dessous nous ont été communiqués par les Comités locaux de Paris XVIIIe ("Le 18ème Antiraciste") et d'Annecy "Justice et Solidarité". Nous connaissons également l'existence d'un "Bulletin de liaison du Comité d'Amiens" et un bulletin "M R A P 52" de la Haute-Marne.

Si vous avez connaissance d'autres initiatives, prévenez-nous.

"LE 18ème ANTIRACISTE" :

Une fiche sur un journal local doit répondre à de nombreuses questions :

- 1° Pourquoi un journal local ?
- 2° Que comporte-t-il ?
- 3° Avec quels moyens financiers et quels résultats ?

1) Pourquoi un Journal Local ?

- . parce qu'il mobilise plus facilement les militants aussi bien pour sa rédaction que pour sa vente.
- . parce que son prix peut-être à la portée de toutes les bourses (1 F pour le "18ème Antiraciste".)
- . parce qu'il peut recenser des informations originales que l'on ne trouve guère ailleurs (si tout au moins les militants se donnent les moyens de faire des enquêtes, des interviews sur le racisme dans leur quartier.)

Le journal local est vendu plus aisément et donc il permet d'élargir notre zone d'influence, de faire connaître le comité local et donc le MRAP dans son ensemble.

2) Que comporte-t-il ? (Le 18ème Antiraciste est pris à titre d'exemple).

Le 18ème Antiraciste comporte une dizaine de pages avec des rubriques traditionnelles comme :

- une, intitulée "Au fil de l'actualité" qui recense les informations parues dans la presse nationale durant le mois de sortie du journal.
- une autre, intitulée "la vie du MRAP" qui elle, reprend des communiqués, des tracts du siège, des articles ou passages d'articles de "Droit et Liberté" ou qui informe des initiatives du National (exemple : les colloques de Mai et Juin)
- enfin, une page est consacrée aux informations sur le 18ème.

Ces rubriques occupent environ 4 pages. Le reste du Journal varie suivant l'actualité :

. Ainsi dans le n° 1 (Janvier) des articles sur :

- Arenc
- Assassinat de LAID SEBAI et le problème de la Justice en France,
- les contrôles au faciès dans le métro (était inclus un tract signé par la FASTI et le Comité du 18ème sur le sujet)
- le regain d'Antisémitisme ainsi qu'une lettre que nous avions reçue du Mouvement des Travailleurs Mauriciens.

Le n° 2 (Mars) :

- une reproduction de la lettre envoyée aux candidats aux élections du 18ème.
- un appel aux enseignants du 18ème afin qu'ils consacrent la journée du 21 Mars au thème du racisme (débat, films...)
- une reproduction de l'appel de Mgr ETCHEGARAY "Je ne suis pas raciste, mais....)

Le n° 3 (Avril) :

- Informations sur un film (en l'occurrence "SAFKANA ou le Droit à la Parole")
- une interview d'une directrice d'école primaire du 18ème consacrée au problème de la nourriture (et plus spécialement du porc) dans les cantines pour des enfants élèves musulmans ou juifs.
- un article consacré à la campagne (ou plutôt à la non-campagne) aux législatives des candidats du quartier sur le thème de l'immigration.

L'objectif d'un journal local doit être au maximum d'apporter à ses lecteurs des informations locales qu'ils ne pourront trouver ailleurs (ce à quoi le Comité du 18ème n'a pas complètement abouti faute de temps essentiellement et, dans certains cas, d'ambition).

3) Moyens Financiers et Résultats :

Le tirage du "18ème Antiraciste" est d'environ 300 à 400 numéros et vendu pour moitié environ. Le reste étant distribué aux adhérents du Comité ou à certaines catégories socio-professionnelles particulièrement intéressées par certains numéros (les enseignants pour le numéro 2).

Du côté des dépenses, nous sommes privilégiés puisque jusqu'à présent, nous ne payons que le papier ce qui nous permet d'équilibrer largement notre budget "Journal local".

P.S. 1 :

Conditions Administratives pour vendre un journal local :

- . en faire la déclaration à la Préfecture
- . faire un dépôt légal pour chaque numéro
- . avoir un directeur de publication

P.S. 2 :

La première page du "18ème Antiraciste" - numéro de Janvier 1978 a été reproduite dans la vie du MRAP de Mai 1978 (n°1).

JUSTICE ET SOLIDARITE :

Notre bulletin "JUSTICE ET SOLIDARITE" a principalement pour but de faire participer le plus grand nombre possible de gens à des actions proposées soit par le Bureau National, soit par notre section locale. Sa parution n'est donc pas régulière. Parfois, nous faisons connaître par lui une prise de position du M R A Psur tel ou tel événement important (ex. le Moyen - Orient ou les mesures SToléro).

Petite "feuille de chou" (recto-verso), il est pris en mains par tous les membres de notre Equipe (10 personnes), même si, selon les numéros, c'est telle ou telle personne qui en assure plus particulièrement la confection. Ce modeste bulletin s'adresse avant tout à des militants (politiques, syndicaux, culturels ; à des prêtres et pasteurs ; aux membres d'organisations poursuivant un but convergent au nôtre, comme les Amicales de T.C., les membres de Amnesty, les Asti, etc...) Mais, selon le thème choisi, il est parfois envoyé aux autorités, comme députés et sénateurs, membres du Conseil Général, maires, etc..

Nous tenons à une formule très souple. Ce bulletin n'est pas vendu, mais des dons nous sont parfois faits pour nous aider à sa confection et à sa diffusion. Nous ne payons que les 2 stencils et les feuilles (400-500) ; le prix de chaque numéro ne dépasse donc pas 50,00 F. Une secrétaire se charge de nous le "taper" gracieusement. Ce sont les timbres (0,80) qui nous coûtent le plus.

UNE COMMUNICATION DU COMITE LOCAL DE LOIRE - ATLANTIQUE

- L'exposition présentée à la mairie de Nantes a rencontré un vif succès. Une partie de cette exposition fut confectionnée par un groupe de femmes immigrées françaises dans un quartier de Bellevue. Elles prirent conscience de leur propre racisme et c'est à partir des contacts de la rue qu'elles rompirent cette méfiance en s'invitant les unes chez les autres. Leur action fut de lutter contre l'analphabétisation et le racisme.

- L'autre partie de cette expo fut mise en place par des immigrés et des membres du MRAP. L'exposition a pour but de dénoncer les mesures de Stoléru et les effets discriminatoires et racistes qu'occasionnent de telles mesures. Nous avons assez vu sur les murs de Nantes "immigration = chômage"

I - LE TITRE DE CETTE EXPOSITION :

- " OU COMMENCE LE RACISME "
- " OU CONDUIT LE RACISME "

Elle fut présentée pendant 5 jours à la mairie de Nantes, 4 jours à la mairie de Saint-Herblain, 8 jours à la mairie de Bouguenais. Le M R A P a animé un débat sur le racisme au cinéma Beaulieu (Bouguenais).

L'exposition va circuler à la demande des élèves de :

- CET Albert Camus
- CEP Chemin de la Bottière
- CES Aristide Briand
- Lycée Vial
- CES Saint-Herblain
- CES Sainte Luce
- CES La Chapelle sur Erdre + Mairie de la Chapelle /Erdre
- CET Bouguenais
- Foyer des jeunes travailleurs de Saint-Nazaire
- Foyer protestant
- Comité du Tiers-Monde de Nort-sur Erdre
- Collectif de l'Apartheid (Rezè - Bourse du Travail
- CES Devinière

Notre but est de répondre à l'appel des jeunes formulé à l'occasion de ces expos, par une information sur le racisme, tels que projection de films, de diapos. Cette exposition fut visitée par 3.500 personnes. Nous vous donnons le résultat du sondage que nous avons fait lors de l'expc de Nantes (200 jeunes).

II - TITRE DU SONDAGE "LE RACISME ET VOUS"

- 1) T a-t-il selon vous du racisme en France ? 64 % oui
- 2) A-t-il augmenté ces dernières années ? 51 % oui
- 3) Avez-vous été témoin de manifestations quelconques de racisme 25% oui
- 4) Quelles sont en France les principales victimes du racisme, de l'Antisémitisme ou de la xénophobie ? Numérotez de 1 à 6.
 - Arabes
 - Espagnols
 - Gitans
 - Juifs
 - Noirs
 - Portugais
- 5) Vous sentez-vous concerné par la lutte contre le racisme 49 % oui
- 6) La lutte antiraciste doit-elle faire partie de l'action des syndicats et des partis politiques ? 45 % oui

III - PROPOSITIONS DES JEUNES :

- 1) 70 % des jeunes souhaitent que soit inclus dans les programmes de l'enseignement et de l'éducation de la jeunesse une information civique avec débats sur le racisme.
- 2) que la loi antiraciste soit mieux connue.
- 3) que des débats, des conférences, des campagnes de presse, puissent être diffusés et soutenus.

IV - LE MRAP DE LOIRE ATLANTIQUE DENONCE :

- 1) La montée discriminatoire envers les travailleurs immigrés dans les entreprises, les rues, les autobus. ex. : "immigration-chômage".
- 2) Le MRAP de Loire-Atlantique a reçu des menaces de mort s'il continuait son action en faveur des travailleurs immigrés.
- 3) Nous dénonçons le langage discriminatoire des services d'ordre.
- 4) Nous dénonçons l'insécurité des travailleurs immigrés lorsqu'ils sont agressés dans la rue, ils n'ont en effet aucun recours et ne peuvent pas bénéficier de l'aide du fond de solidarité.
- 5) Nous dénonçons certains cafés qui refusent de servir des consommations aux Arabes.
- 6) Nous dénonçons certaines agences immobilières, et ceci par ordre des propriétaires, qui refusent la location d'appartements à prix moyens, aux Arabes, Noirs, étudiants et célibataires.
- 7) Nous dénonçons certaines entreprises qui licencient des travailleurs immigrés, suite aux mesures de STOLERU.

V - LE MRAP DE LOIRE ATLANTIQUE PROPOSE :

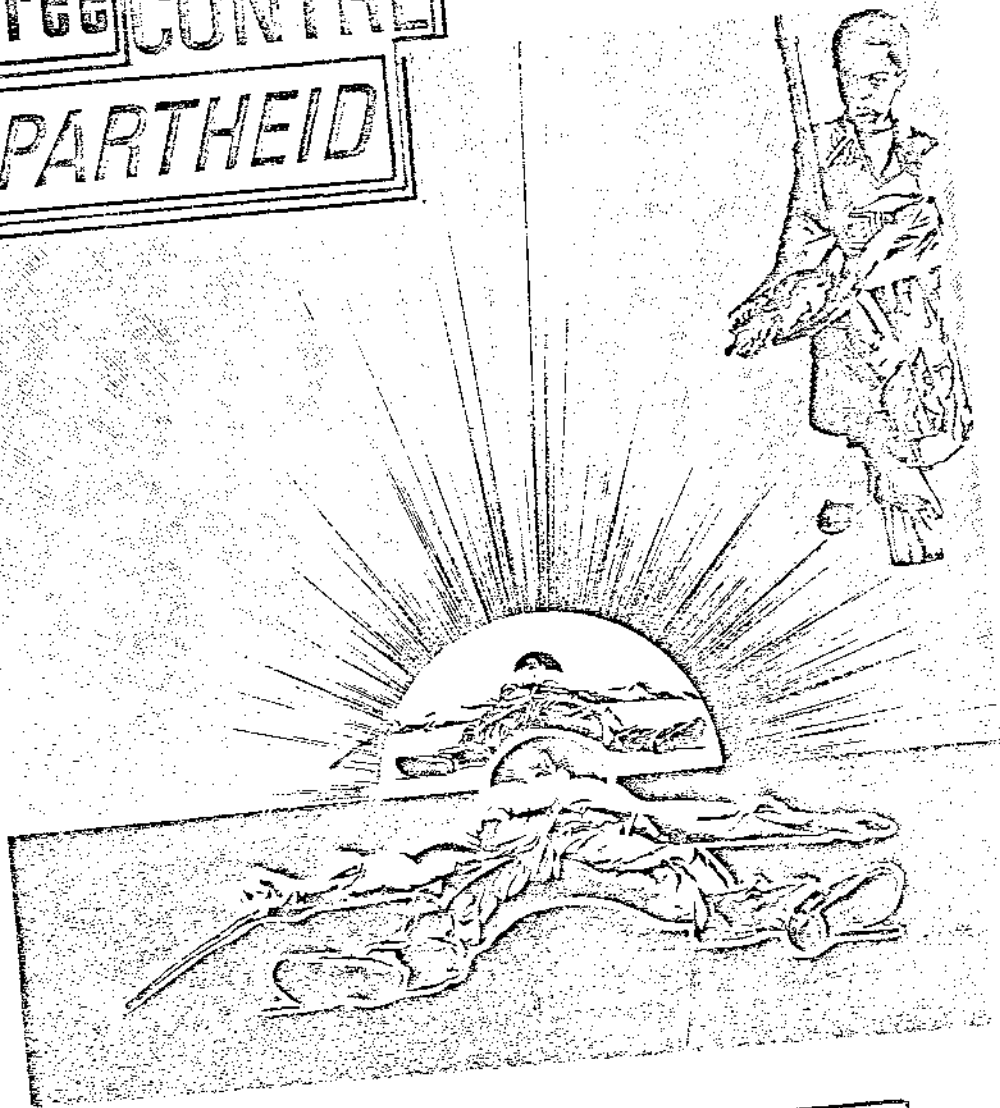
- 1) que son action soit soutenue par vous.
- 2) que cesse toute discrimination envers les travailleurs immigrés, surtout Arabes, dans les services publics et administratifs, dans les rues, et parmi le personnel de l'ordre public.
- 3) que la loi antiraciste soit appliquée avec fermeté et exposée dans toutes les mairies.
- 4) Le MRAP de L.A demande aux futurs élus qu'un programme National soit mis en place pour lutter contre le racisme et pour que les criminels racistes soient trouvés et jugés.

samedi 22 avril 20h30 AU CENTRE CULTUREL-MANTES
rue de Gassicourt

SOIRÉE CONTRE
L'APARTHEID

C.C. RENAUT-FINS-LOISIRS

CAMPAGNE CONTRE LE RACISME



— PROJECTION DU FILM - «Le laager blanc» (58') de P. Davis.

«L'histoire du nationalisme afrikander en Afrique du Sud, l'émergence de la politique de l'Apartheid et son influence sur la situation actuelle dans ce pays».

— DEBAT avec un membre du M.R.A.P.

— EXPOSITIONS.

- Peuples enchainés,
- L'Afrique Australe,
- L'Apartheid : crime contre l'Humanité.

— VENTE D'AFFICHES.

ENTREE LIBRE.



mouvement
contre le
racisme
l'antisémitisme
et pour la
paix

Comité local de Malakoff
28 rue Victor Hugo
C.B. Bics 4014-01478

« A Soweto, le vent a gercé l'espace
Comme un long solstice ... »
Paul Dakeio

dans le cadre de
l'année internationale contre l'apartheid
le Comité local du Mrap
organise

JEUDI 27 AVRIL 78 à partir de 20h.

une

SOIREE PROJECTION CINEMA DEBAT

au Théâtre 71
où seront projetés

« **Témoignage** »

*Un film sur la vie des africains
d'Afrique Australe*

et

« **Soweto 76** »

*Film sur les massacres
de Soweto*

débat animé par J.L. SAGOT-DUVAUROUX
du Bureau National du MRAP

Tous les démocrates sont appelés à assister à cette
soirée • à participer à la souscription qui permettra une
lutte efficace contre le racisme • à adhérer au mrap • à
s'abonner à " Droit & Liberté "

comité local colombes



MOUVEMENT CONTRE LE RACISME, L'ANTISEMITISME
ET POUR LA PAIX



Le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.) tiendra une permanence:

- Le dernier mercredi de chaque mois, de 18h. à 20h.
- Le dernier samedi de chaque mois de 14 à 16 h.

à la Bourse du Travail de Colombes, 18 rue de l'Indépendance.
(Première permanence: Samedi 27 Mai et Mercredi 31 Mai.)

Le M.R.A.P. se propose d'informer et d'aider toutes les victimes du racisme ainsi que les immigrés dans leurs démarches concernant les expulsions, les cartes de séjour, les autorisations...

Il s'agit notamment de lutter ensemble contre toutes les formes de racisme, telles les agressions, les injures, les brimades, les discriminations dans la recherche d'emploi ou de logement.

Le M.R.A.P. est habilité à se porter dans certains cas partie civile.

SI VOUS ETES IMMIGRE OU SI VOUS VOULEZ PARTICIPER A LA LUTTE ANTIRACISTE

CONSERVEZ CET AVIS , IL VOUS SERA UTILE.

DIFFAMATIONS RACISTES

ARTICLE 3 — La diffamation commise par les mêmes moyens envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 300 F à 300 000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement. (Art. 32, alinéa 2, de la loi du 29-7-1881.)

INJURES RACISTES

ARTICLE 4 — L'injure commise de la même manière envers les particuliers, lorsqu'elle n'aura pas été précédée de provocation, sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois et d'une amende de 150 F à 60 000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le maximum de la peine d'emprisonnement sera de six mois et celui de l'amende de 150 000 F si l'injure a été commise dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. (Art. 33, alinéas 2 et 3 de la loi du 29-7-1881.)

RACISME DANS LES SERVICES PUBLICS ET L'ADMINISTRATION

ARTICLE 6 — Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 3 000 F à 30 000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement, tout dépositaire de l'autorité publique ou citoyen chargé d'un ministère de service public qui, à raison de l'origine, ou de l'appartenance ou de la non-appartenance d'une personne à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, lui aura refusé sciemment le bénéfice d'un droit auquel elle pouvait prétendre.

RACISME DANS LES LIEUX PUBLICS (BARS, MAGASINS, ETC.) ET LE LOGEMENT

ARTICLE 7 — Seront punis d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 2 000 F à 10 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° Toute personne fournissant ou offrant de fournir un bien ou un service qui, sauf motif légitime, l'aura refusé, soit par elle-même soit par son préposé, à raison de l'origine ou de l'appartenance ou de la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée de celui qui le requiert, ou aura soumis son offre à une condition fondée sur l'origine, l'appartenance ou la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

2° Toute personne qui, dans les conditions visées au paragraphe 1, aura refusé un bien ou un service à une association ou à une société ou à un de ses membres à raison de l'origine ou de l'appartenance ou de la non-appartenance de ces membres ou d'une partie d'entre eux à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

RACISME DANS L'EMPLOI

3° Toute personne, amenée par sa profession ou ses fonctions à employer pour elle-même ou pour autrui, un ou plusieurs préposés qui, sauf motif légitime, aura refusé d'embaucher ou aura licencié une personne à raison de son origine ou de son appartenance ou de sa non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, ou aura soumis une offre d'emploi à une condition fondée sur l'origine, l'appartenance ou la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

LOI
DU 1^{ER} JUILLET

1972

LA LOI FRANÇAISE CONTRE LE RACISME

VICTIMES OU TEMOINS D'ACTES RACISTES
FAITES APPEL AUX TEMOIGNAGES DES PERSONNES PRESENTES.
PRENEZ CONTACT IMMEDIATEMENT AVEC LE **m.r.a.p.**
C'EST UN DEVOIR CIVIQUE DE FAIRE RESPECTER LA LOI !

حركة ضد العنصرية واللاسمية وللسلم
وحدة باريس

لا العنصرية

طبقا لقانون غرة جويلية 1972 :

- اذا كنتم لحيه « ميز عنصري » مثله
- عدم التوازن بالعمل أو السكنى ،
- شتم أو اعتداء في نطاق عنصري ،
- رفض تلبية غيبة ، سواء بمفهي أو منزل ،
- تهديد بالطرد أو غير ذلك ...

انظروا بهذه الحركة
وحدة باريس تلبى رغباتكم ، جانبا ، وتروكم بنهائج قانونية

الاربعاء من الساعة 18 حتى 20

السبت من الساعة 10 حتى 12

TEL

231.09.57

M.R.A.P. 120 me Saint-Denis 75002

Paris

METRO

ETIENNE MARCEL

REAUMUR SEBASTOPOL

MRAP مز.أ.ب

حركة ضد العنصرية واللاسمية وللسلم

وحدة باريس

لا العنصرية

طبقا لقانون غرة جويلية 1972

- اذا كنتم لحيه « ميز عنصري » مثلا
- عدم التوازن بالعمل أو السكنى ،
- شتم أو اعتداء في نطاق عنصري ،
- رفض تلبية غيبة ، سواء بمفهي أو منزل ،
- تهديد بالطرد أو غير ذلك ...

انظروا بهذه الحركة
وحدة باريس تلبى رغباتكم ، جانبا ، وتروكم بنهائج قانونية

الاربعاء من الساعة 18 حتى 20

السبت من الساعة 10 حتى 12

TEL

231.09.57

M.R.A.P. 120 me Saint-Denis 75002

Paris

METRO

ETIENNE MARCEL

REAUMUR SEBASTOPOL

FLASH

- . En tant qu'Organisation non-gouvernementale, le m.r.a.p. sera représenté à la session spéciale de l'O.N.U. sur le désarmement par son délégué de New York auprès des Nations Unies, le professeur Konrad Bieber.
- . Du 18 au 21 mai, une conférence mondiale pour l'abolition du racisme et de la discrimination raciale s'est tenue à Bâle, à l'initiative du Conseil Mondial de la Paix. Une délégation du m.r.a.p. y a participé, composée de Robert Pac et Elimane Kane, membres du Conseil National, et Rose Michalowiez, déléguée du Mouvement auprès des Nations Unies à Genève.
- . Deux journées d'étude ont eu lieu à Bruxelles les 21 et 22 avril sur les relations entre la Belgique et l'Afrique du Sud, en présence de membres du gouvernement, du Parlement et de la C.E.E. Le m.r.a.p. y était représenté par René Chastin.
- . Avec de nombreuses autres personnalités, Pierre Paraf, président du m.r.a.p., a signé un appel public demandant la reconnaissance et la condamnation officielle du génocide du peuple arménien perpétré il y a 65 ans en Turquie.
- . Droit et Liberté et le m.r.a.p. ont été présentés, le dimanche 14 mai, sur FR.3, au cours de l'émission "Mosaïque", qui comportait un reportage sur la presse concernant les travailleurs immigrés.
- . Le 27 avril, au cours d'une conférence de presse, Albert Lévy, secrétaire général du m.r.a.p., l'abbé Pierre Toulat, de la Commission Justice et Paix, et le pasteur Paul Guiraud, du Groupe de la Fédération Protestante de France contre le racisme, ont présenté le livre "La France et l'apartheid", publié conjointement par les Editions Droit et Liberté et l'Harmattan.
- . Pierre Paraf a présidé, le dimanche 16 avril, la manifestation commémorative de l'insurrection du Ghetto de Varsovie, dont c'était le 35^e anniversaire. A cette occasion, le m.r.a.p. a renouvelé sa demande faite au Maire de Paris de rappeler en permanence cet événement par le nom d'une artère de la capitale. Signalons, par ailleurs, qu'une plaque commémorant le combat du Ghetto a été inaugurée le 8 mai à Ivry-sur-Seine, par la municipalité.
- . Le 8 mai, pour la commémoration de la victoire sur le nazisme, le m.r.a.p. était représenté par Alexandre Cail-Kozlowski, secrétaire national, à la manifestation du matin à l'Étoile, et par Charles Palant, vice-président, au rassemblement du soir devant le Panthéon.

.../..

. Une délégation du m.r.a.p., composée de Charles Ovezarek, membre du Bureau National, qui a pris la parole, et d'Alexandre Chil-Kozlowski, a participé, le 12 mai, à Paris, à la réunion de l'Amicale des Anciens Déportés Juifs, commémorant l'ouverture des camps de Pithiviers et Beaune-la-Rolande.

. Une délégation du m.r.a.p., composée de Michel Neyreneuf, membre du Conseil National, et Florence Saltiel, était présente, le 11 mai au cimetière du Père Lachaise, aux obsèques d'Henri Curiel, assassiné par des criminels se réclamant d'un "commando Delta".

. Claudine Goulin, membre du Bureau National, représentait le m.r.a.p. à la conférence sur le désarmement organisée à Paris, les 20-21 mai, par le Mouvement de la Paix.

. Le m.r.a.p. participe au comité français d'initiative pour le Festival mondial de la jeunesse et des étudiants, qui aura lieu cette année du 28 juillet au 5 août, à Cuba. (Renseignements à demander à Monique Thiphaine, m.r.a.p., 120 rue St Denis, 75002 PARIS).

. Quinze associations, dont le m.r.a.p., ont rendu public un communiqué demandant la régularisation rapide et sans restriction des 14.000 Comoriens se trouvant en France dans une situation administrative irrégulière depuis l'indépendance de leur pays.